



CLASSIQUES
GARNIER

Édition de BIDOUZE (Frédéric), « Chronologie parlementaire », *Haro sur les parlements (1787-1790). Anthologie critique de pamphlets contre les parlements d'Ancien Régime*, p. 365-367

DOI : [10.48611/isbn.978-2-406-13747-4.p.0365](https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-13747-4.p.0365)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2012. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

Chronologie parlementaire et révolutionnaire (1787-1791)

1787

- 22 fév.-25 mai : Assemblée des Notables
- 8 avril : Renvoi de Calonne et du garde des Sceaux Miromesnil
- 1^{er} mai : Loménie de Brienne est nommé chef du Conseil royal des finances
- 26 juillet : Remontrances du parlement de Paris qui demandent le retrait du timbre et la convocation des États généraux
- 6 août : Lit de justice à Versailles pour enregistrer la Subvention territoriale
- 15 août : Le parlement de Paris exilé à Troyes
- 26 août : Loménie de Brienne, ministre principal
- 28 septembre : Retour du parlement de Paris
- 19 novembre : Louis XVI se rend au parlement de Paris en séance royale
- 20 novembre : Exil du duc d'Orléans ; arrestation des conseillers Fréteau et Sabatier

1788

- 6 mai : Arrestation de Jacques Duval d'Éprémèsnil et d'Anne-Louis Goislard de Montsabert
- 8 mai : Lit de justice à Versailles établissant une Cour plénière
- 7 juin : Journée des Tuiles à Grenoble
- 19 juin : Le peuple réinstalle le parlement de Pau
- 8 août : Convocation des États généraux pour le 1^{er} mai 1789
- 25 août : Démission de Loménie de Brienne
- 26 août : Rappel de Jacques Necker
- 25 septembre : Le parlement de Paris demande à ce que les États généraux soient convoqués selon les formes de 1614
- 6 nov.-11 déc. : Seconde assemblée des Notables
- 5 décembre : Arrêté du parlement de Paris qui nuance celui du 25 septembre
- 27 décembre : Louis XVI accorde le doublement du tiers état

1789

- 24 janvier : Règlement fait par le Roi pour l'exécution des Lettres de convocation des États généraux
- 27 février : Arrêté du parlement de Paris permettant à ses membres de prendre part aux élections

- 5 mai : Ouverture des États généraux
 17 juin : Le tiers état prend le nom d'Assemblée nationale
 20 juin : Serment du Jeu de paume
 23 juin : Séance royale : le Roi casse les décisions du tiers état
 11 juillet : Renvoi de Necker
 14 juillet : Prise de la Bastille
 17 juillet : Louis XVI se rend à Paris et arbore la cocarde tricolore
 20 juillet : Arrêté du parlement de Paris; discours du premier président Brochard de Saron qui rend à l'Assemblée nationale l'hommage du respect et de la reconnaissance de sa Compagnie
 18 juillet : Émigration du frère du Roi, le comte d'Artois et de la famille de Polignac
 Juillet : Grande Peur
 4 août : Abolition de la féodalité
 26 août : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
 Septembre : Début de la liquidation des offices des parlementaires (terminée en 1792)
 5-6 octobre : Marche des Parisiennes sur Versailles et invasion du château de Versailles ; retour de la famille royale à Paris
 9 octobre : Abolition de la « sellette », la question, le serment des accusés ; établissement de la publicité du débat criminel
 10 octobre : L'Assemblée nationale ordonne aux corps administratifs et municipaux de transcrire, faire publier et afficher ses décrets dans leurs ressorts.
 17 octobre : Première application du nouveau code criminel pour Lardoise, l'un des « trois Roués »
 3 novembre : Vote à l'Assemblée nationale de la motion qui prononce la mise en vacances des parlements et qui proroge les chambres de vacations
 5 novembre : Enregistrement du décret sur les vacations par le parlement de Paris
 9 novembre : Décret qui abolit les remontrances (articles de constitution sur la présentation et sanction des lois et la forme de leur promulgation).
 Novembre : Enregistrements et/ou protestations des parlements de provinces ; début de l'affaire des vacations de Bretagne
 15 décembre : Convocation des magistrats du parlement de Rennes devant l'Assemblée nationale pour avoir refusé d'enregistrer les décrets

1790

- Janv.-avril : Protestations des parlements de Bordeaux et de Toulouse
 16 janvier : L'Assemblée nationale retire aux magistrats de Rennes leurs droits de citoyens actifs
 3 février : L'Assemblée nationale établit une cours supérieure provisoire à Rennes qui se substitue à la Chambre de vacations rebelle.

- 10 février : Sur intervention du Roi, l'Assemblée nationale vote un décret permettant aux magistrats rebelles d'exercer leurs droits de citoyens actifs à condition d'obtenir l'autorisation de l'Assemblée
- 24 mars : Rapport de Jacques Thouret à l'Assemblée nationale sur le projet de suppression des parlements
- 19 juin : Suppression de la noblesse héréditaire
- 14 juillet : Fête de la Fédération
- 24 août : Promulgation de la constitution civile du clergé
- 31 août : Mutinerie de Nancy et sa répression par le marquis de Bouillé
- 4 septembre : Démission de Necker
- 7-11 sept. : Décret de suppression des parlements
- 29 septembre : Discours de Jacques Duval d'Eprémesnil à l'Assemblée nationale qui présente un programme de retour à l'ordre ancien
- 30 septembre : Mise des scellés sur les parlements des provinces
- 15 octobre : Mise des scellés sur les portes du parlement de Paris, les Cours supérieures de Rennes et de Dijon
- 23 octobre : Louis XVI demande à Bouillé d'organiser la fuite de la famille royale pour le printemps 1791

1791

- 24 janvier : Mise des scellés pour toutes les autres juridictions d'ancienne création
- 25 janvier : Mise en place des nouveaux tribunaux